Marcel Barbu, l'archétype du « petit candidat » ?

Marcel Barbu: The archetypal 'minor' candidate?

Louis Bachaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/974>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.974](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.974)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Louis Bachaud, « Marcel Barbu, l'archétype du « petit candidat » ? », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/974> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.974>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Marcel Barbu, l'archétype du « petit candidat » ?

Marcel Barbu: The archetypal 'minor' candidate?

Louis Bachaud

- 1 En 1965 eut lieu la première élection présidentielle au suffrage universel direct et pour la première fois, la télévision d'État fut mobilisée dans le cadre de la campagne officielle¹. Afin de limiter leur nombre, les candidats devaient réunir cent « lettres de présentation »² signées par des élus pour pouvoir se présenter. Pourtant, malgré cette précaution, les Français découvrirent sur le petit écran le soir du 19 novembre un personnage inconnu : Marcel Barbu. Quoi que son score final fût bien maigre, cet homme haut en couleur est resté dans la mémoire politique et médiatique, au point de constituer encore aujourd'hui un véritable archétype du « petit candidat ». Comment devint-il candidat ? Comment mena-t-il campagne ? Quels furent son rôle et sa place dans l'élection présidentielle ? C'est ce que nous allons présenter dans cet article³.
- 2 Marcel Barbu naquit le 17 octobre 1907 à Nanterre dans une famille populaire de la banlieue parisienne⁴. Abandonné par son père, placé dans un orphelinat religieux, il se destina tout d'abord au séminaire avant d'abandonner cette voie et de travailler en tant qu'ouvrier bijoutier. Ce fut au tout début de la Seconde Guerre mondiale qu'il décida de mettre en œuvre ses conceptions inspirées du catholicisme social en fondant à Valence la communauté Boimondau (BOîtiers de MONTres du DAUphiné). Au départ simple entreprise de bijouterie créée par Marcel Barbu et son épouse Pierrette, elle devint rapidement une véritable « communauté de travail » conçue comme un modèle alternatif à l'entreprise capitaliste. Marcel Barbu renonça à la propriété des moyens de production qu'il légua à une personne morale simplement nommée « la Communauté ». Son fonctionnement se voulait démocratique, voire autogestionnaire : le directeur et les cadres étaient élus, les fruits du travail répartis équitablement. Marcel Barbu fut un temps emprisonné pour avoir refusé de coopérer à « la Relève », puis de transmettre la liste de ses ouvriers requis au Service du travail obligatoire (STO) avant que la Communauté tout entière, autour du maquis de Combovin, s'engageât dans la Résistance. Arrêté en 1944 par la Gestapo, il fut déporté à Buchenwald.

- 3 À son retour, il souhaita promouvoir ses idées communautaires. Dans ce but, il se présenta en octobre 1945 à l'Assemblée nationale constituante dans la Drôme, en deuxième position sur la liste « indépendante d'actions et de réalisations républicaines », conduite par Paul Deval (22 % des suffrages exprimés, derrière la liste communiste – 27 % – et celle du MRP – 23 %). Élu, Paul Deval siégea au groupe des Républicains et Résistants, apparenté au PCF, mais démissionna peu après et laissa son siège à Marcel Barbu qui devint ainsi député (non-inscrit) pour quelques mois⁵. Déçu de son expérience parlementaire, il ne se représenta pas en juin 1946.
- 4 En 1946, Marcel Barbu quitta Boimondau, y dénonçant « un certain gauchissement » en son absence⁶. Il finit par s'installer à Sannois en région parisienne en 1953, où il s'engagea en faveur des mal-logés, alors si nombreux⁷. En 1955, il créa l'Association pour la construction et la gestion immobilière de Sannois (ACGIS), structure à but non lucratif, et pendant dix ans se battit pour offrir aux plus démunis l'accès à des logements pavillonnaires à bas prix en banlieue parisienne. Cette lutte l'amena inévitablement sur le terrain politique. Il fonda une nouvelle association, La Réforme communale, et un journal, *La Commune de Sannois*, afin de mener le combat politique contre diverses mairies de la région qui refusaient à l'ACGIS les permis de construire dont elle avait besoin. Sans être lui-même candidat, il patronna la liste de la Réforme communale à Sannois aux élections municipales complémentaires du 16 janvier 1955 puis à celles de mars 1959. En 1957, il fit une grève de la faim pour protester contre la mairie de Sannois qui menaçait d'exproprier les personnes logées par l'ACGIS pour un projet de construction⁸. En mai 1960, il fut appréhendé au cours d'une manifestation organisée par « l'Action civique non violente » devant l'hôtel Matignon⁹.
- 5 En 1965, il saisit l'occasion de l'élection présidentielle au suffrage universel pour se présenter et donner ainsi un écho national au combat de l'ACGIS¹⁰.

Une candidature guidée par des objectifs particuliers

- 6 « C'est au cours de l'assemblée générale du 9 novembre 1965 que l'ACGIS décida [...] de soutenir la candidature de M. Marcel Barbu, directeur de l'Association¹¹. » Combattu par les maires de plusieurs communes¹², il choisit d'« user de la tribune que constitue l'élection présidentielle pour exprimer sa colère et son indignation¹³ ». C'est donc avant tout pour débloquer la situation de l'ACGIS que Marcel Barbu se présenta aux élections, comme le rapporte cet article de *La Nouvelle République* :
- « C'est alors, écrit-il, que s'est fait dans mon esprit le rapprochement entre la recherche d'une tribune à portée nationale et les élections présidentielles. Pourquoi, puisqu'on veut nous "étouffer en douce", ne saisissons-nous pas l'occasion [...] pour user de la télévision, de la radio et, là où ça semblerait utile, de l'affichage officiel ? Dans un domaine que nous connaissons bien, celui du logement, il nous est facile de démontrer que le gouvernement se moque du monde¹⁴. »
- 7 Marcel Barbu et ses amis étaient bien conscients de dévoyer le but premier de l'élection. Il avoua d'ailleurs dès sa première allocution télévisée s'être « glissé dans un petit trou », ouvert par la loi électorale et lui permettant d'être ce soir-là devant tous les Français. Mais avant d'y parvenir, il dut recueillir les cent présentations nécessaires – « au moins cent citoyens membres du Parlement, membres du Conseil économique et social, conseillers généraux ou maires élus¹⁵ ». Le nombre requis de signatures fut atteint de justesse et les formulaires déposés au Conseil constitutionnel la veille de la

date limite, tard dans la soirée. L'ACGIS avait rassemblé 117 signatures en quatre jours seulement, du 12 au 16 novembre. Comment expliquer cette prouesse pour une petite association locale dédiée au logement ?

- 8 Il apparaît tout d'abord que Marcel Barbu sut activer ses réseaux personnels. Bien qu'il n'eût plus en 1965 d'ancrage politique traditionnel, c'était un homme d'action avide de partager ses idées, qui avait sillonné la France, et parfois la Suisse et la Belgique¹⁶, à la fin des années 1940 pour donner des conférences sur son « mouvement communautaire ». Il n'avait ainsi pas manqué de s'attirer de nombreuses sympathies dont il put faire usage en 1965. Plusieurs des parrains étaient directement ses amis, d'autres furent convaincus par des membres de son réseau¹⁷. « Pour réunir les cent signatures exigées, Marcel Barbu avait lancé de véritables commandos à travers la France. À 23 h 30, un peu essoufflés, les messagers arrivaient au Conseil constitutionnel : M. Marcel Barbu avait recueilli 117 signatures de notables¹⁸. » Sans surprise, l'ACGIS n'essaya pas d'avoir le soutien d'élus nationaux (députés ou sénateurs), trop pris dans des logiques partisans. Elle se concentra plutôt sur des régions proches (Oise, Normandie, Bretagne) et sur les maires de petites communes rurales qui étaient à la fois les plus nombreux et les moins impliqués dans la politique des partis¹⁹.
- 9 Une fois ses parrainages vérifiés par le Conseil constitutionnel et sa candidature agréée, Marcel Barbu faisait désormais partie des six candidats invités à s'exprimer à parts égales sur les ondes de l'ORTF, aux côtés de Charles de Gaulle, Jean Lecanuet, Pierre Marcilhacy, François Mitterrand et Jean-Louis Tixier-Vignancour.
- 10 Le 18 novembre, Marcel Barbu tint une conférence de presse à Sannois. Il y affirma sa volonté de bâtir des structures démocratiques qui permettraient aux Français de contrôler leur destin. Il avoua son inexpérience sur nombre de sujets (la force de frappe, le Marché commun, etc.) sans considérer pour autant que cela fût rédhibitoire. En effet, si les structures démocratiques étaient renouvelées, les Français auraient eux-mêmes les moyens de décider sur ces sujets importants et sur d'autres. Des extraits de sa conférence passèrent au journal télévisé (JT) de 20 h de la Première chaîne²⁰. Après tirage au sort de l'ordre de passage des candidats, Marcel Barbu fut de la première soirée électorale télévisée du pays, le 19 novembre.
- 11 Dans cette première allocution, le candidat se présenta aux Français, rappela sa déportation et sa vie difficile mais donna peu de précisions quant à son programme ou son positionnement politique. Il formula également de singulières allégations à l'encontre du ministre de l'Intérieur, Roger Frey :

« Comment les choses vont-elles se terminer pour moi ? Peut-être comme pour les copains de Buchenwald, une congestion cérébrale, c'est si à la mode dans certains régimes, ou un regrettable accident, à moins, ce qui est plus probable, qu'on ne me salisse, qu'on ne me traîne dans la boue, et ne riez pas, je tiens de source certaine que le ministre de l'Intérieur y a songé et avait tout préparé pour me régler mon compte avant que ne soit agréée ma candidature²¹. »
- 12 Dès le lendemain, Roger Frey réagit dans un courrier envoyé à la commission nationale de contrôle :

« Monsieur le président,
je proteste avec indignation contre les allégations mensongères et gravement diffamatoires proférées à mon encontre le 19 novembre 1965 par M. Barbu, lors de l'émission télévisée consacrée à sa campagne électorale.
Je me réserve de donner à cette affaire toutes les suites qu'elle peut comporter²². »

- 13 La commission de contrôle répondit fermement à cette pression exercée par le ministre en expliquant qu'il fallait replacer la phrase dans son contexte : Marcel Barbu n'ayant pas dit explicitement qu'on voulait l'assassiner, il n'y avait pas de problème sur le fond car, juridiquement, les seuls cas où la commission était autorisée à censurer une allocution étaient les cas d'appel au meurtre ou à l'insurrection. Les membres de la commission n'apprécièrent pas du tout le ton impérieux, voire menaçant, de la lettre du ministre comme l'atteste le compte rendu dactylographié de la séance : « Ils [les membres de la commission] protestent vivement contre une telle pression²³. » Il fut décidé qu'un membre de la commission (M. Ducoux) assisterait à l'enregistrement de la prochaine allocution au domicile de Marcel Barbu à Sannois pour s'assurer que le ministre n'essaierait pas d'intimider le candidat, mais aussi probablement pour surveiller les propos de ce dernier. Si cette affaire occupa plusieurs jours la commission de contrôle, elle n'eut absolument aucun écho dans la presse nationale, noyée dans le flot des commentaires qui suivirent cette première soirée télévisée historique.
- 14 Le mardi 23 novembre, Marcel Barbu passa à la télévision pour la deuxième fois. Lors de sa prestation, il accusa deux élus d'avoir refusé des permis de construire à l'ACGIS pour des raisons partisans : Julienne Volat, maire communiste d'Achères, et Cyrille Lecomte, maire de l'Union pour la Nouvelle République (UNR) de Saint-Leu-la-Forêt. C'était bien à cause de cette impasse dans laquelle se trouvait l'ACGIS qu'elle avait décidé de présenter la candidature de son responsable à l'élection présidentielle.
- 15 Cette nouvelle utilisation de l'antenne nationale pour désigner nommément des élus fut mal accueillie par la presse. *L'Humanité* en profita, sans surprise, pour attaquer vigoureusement le candidat qui osait incriminer une élue communiste, et *Le Figaro* s'interrogea sur le droit de réponse des personnes ainsi incriminées sur les antennes de l'ORTF :
- « Les personnes nommées ou désignées ont-elles un droit de réponse ou peuvent-elles engager une procédure d'urgence prévue en période électorale, des poursuites pour injure ou diffamation²⁴ ? »
- 16 La commission de contrôle ne se saisit pas de cette nouvelle « affaire » pour les mêmes raisons que lors de la précédente. Elle reçut cependant le 26 novembre un courrier du maire de Saint-Leu-la-Forêt qui qualifiait les allégations du candidat d'« inadmissibles » et « inexacts », affirmait ne pas connaître ce « fantoche » et laissait à la commission le soin de donner à sa « protestation la publicité qu'[elle jugerait] utile²⁵ ».

Programme et campagne

- 17 Dès sa deuxième allocution, Marcel Barbu expliqua avoir été surpris par le nombre de personnes qui avaient manifesté leur sympathie pour sa campagne de petit contribuable victime d'une administration injuste et retorse.
- 18 Devant ce « déferlement » de soutiens, il décida de mener campagne à une autre échelle en proposant un programme aux électrices et aux électeurs :
- « Et me voici parti à la tête d'une petite troupe de 8 000 personnes qui protestaient contre la façon indigne dont elles avaient été traitées alors qu'elles avaient fait confiance à l'État. [...] Voici que par ce trou par lequel je suis passé, voici que déferle désormais une masse impressionnante d'hommes, de femmes, et je ne sais pas où ça peut nous conduire. [...] Tout change et je suis obligé d'envisager ce qui se passerait si, bien que je n'en aie pas eu, je l'avoue modestement, bien que je n'en aie pas eu le

souci à l'origine, si brusquement les électeurs arrivaient en foule suffisante pour que je me trouve porté à la première magistrature de la nation. J'ai donc bâti un programme. Il est très déroutant, il est très différent de celui que vous proposent tous les autres candidats²⁶. »

- 19 Ce message ne passa pas inaperçu. Ainsi, *Le Figaro* publia le lendemain un article qui s'interrogeait :

« Allons-nous enfin connaître le programme du candidat de la vingt-cinquième heure²⁷ ? »

- 20 Ce programme tenait en huit points.

1. Démission au bout de deux ans, une fois les réformes effectuées.
2. « Mise en sommeil des activités de prestige à l'Élysée ».
3. Ratification par la France de la Déclaration universelle des droits de l'homme et création d'un « ministère des Droits de l'homme » aux compétences similaires à celles de l'actuelle Cour européenne des Droits de l'homme.
4. Pas de dissolution de l'Assemblée nationale, sauf conflit avec le président.
5. Maintien en fonction de tous les membres du gouvernement, sauf conflit avec le président. Création pour chaque ministère d'un « ministre suppléant » choisi dans l'opposition.
6. Extension des structures de l'ACGIS au niveau national.
7. Possibilité d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation politique, économique et sociale, sous contrôle du ministère des Droits de l'homme.
8. Pour régler les conflits entre citoyens et administrations locales, arbitrage du ministère des Droits de l'homme après les avis rendus par les diverses juridictions de droit administratif compétentes²⁸.

- 21 Le candidat présenta ce programme lors de sa troisième apparition télévisée, le 27 novembre 1965. Le même jour, il annonça qu'en prévision de non-qualification pour le second tour, il allait engager des démarches auprès des candidats susceptibles d'y parvenir afin de leur faire accepter certaines de ses mesures-phares.

- 22 Après avoir justifié sa participation à l'élection, s'être sorti avec succès des « affaires » qu'il avait déclenchées et présenté un programme politique aux Français, les derniers jours de campagne du candidat furent moins mouvementés.

- 23 Dans sa quatrième allocution du 29 novembre, Marcel Barbu présenta deux nouvelles mesures qui, pensait-il, devaient faire consensus. Ayant remarqué que l'ensemble des formations politiques appelaient de leurs vœux un plus grand dialogue entre gouvernants et gouvernés, il proposa le droit, pour les candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle, de disposer d'un temps d'antenne à la télévision une fois par mois. En 1965, c'était en effet la première fois que l'opposition accédait aux écrans pour s'adresser directement au pays. Le souffle démocratique apporté à la vie politique était unanimement salué et Marcel Barbu souhaitait ainsi le pérenniser. Il proposa également l'institution d'un référendum d'initiative populaire. Constatant le côté peu démocratique des référendums d'initiative gouvernementale, limités qui plus est aux seules questions institutionnelles, le candidat souhaitait permettre aux citoyens et aux citoyennes de proposer des référendums sur les questions de leur choix. Il n'en précisait pas les modalités mais comptait consulter les Français afin de les déterminer.

- 24 Ses démarches pour faire s'engager sur ces deux mesures les deux candidats donnés en tête dans les sondages, le général de Gaulle et François Mitterrand, restèrent infructueuses, et il ne parvint pas même à les rencontrer.
- 25 Le 5 décembre, plus de 24 millions de Françaises et de Français se rendirent aux urnes, soit un taux de participation de 84,75 %, taux resté inégalé pour un premier tour jusqu'à aujourd'hui. Voici les résultats tels que proclamés par le Conseil constitutionnel²⁹ : Marcel Barbu : 279 685 voix (1,15 % des suffrages exprimés) ; Charles de Gaulle : 10 828 521 (44,64 %) ; Jean Lecanuet : 3 777 120 (15,57 %) ; Pierre Marcilhacy : 415 017 (1,71 %) ; François Mitterrand : 7 694 005 (31,72 %) ; Jean Louis Tixier-Vignancour : 1 260 208 (5,20 %)³⁰.
- 26 Sans surprise, Marcel Barbu reçut davantage de votes dans les deux régions où il avait vécu et milité, la région Rhône-Alpes et la région parisienne, bien que son score restât uniformément bas³¹. Après le premier tour, il se félicitait cependant dans *La Commune* :
- « Il n'y a pratiquement pas de commune où nous n'ayons recueilli au moins quelques voix³². »
- 27 Si Marcel Barbu, dernier des six candidats, était très loin du seuil des 5 % qu'il espérait atteindre, la mise en ballottage du général de Gaulle lui offrit tout de même la possibilité de continuer pendant l'entre-deux-tours ses démarches afin de démocratiser la vie politique du pays. Démarches qui connurent davantage de succès.
- 28 Une fois éliminé de la campagne officielle, Marcel Barbu n'eut plus accès à l'ORTF et disposa d'un accès beaucoup plus limité à la presse nationale. C'est donc à travers *La Commune de Sannois*, organe officiel de l'ACGIS, qu'il continua principalement à s'exprimer.
- 29 Loin d'être abattu, le candidat se réjouissait de « l'écho » que sa campagne avait eu sur « une masse considérable de Français³³ ». Il espérait profiter de l'influence que lui procuraient ses 280 000 suffrages ainsi que de l'attente de sa consigne de vote au second tour pour faire accepter ses mesures-phares aux deux candidats encore en lice. Pas question pour Marcel Barbu et l'ACGIS de réclamer une quelconque place au gouvernement en échange du report de leurs voix. Ce qui leur importait, c'était d'avoir l'adhésion publique d'un des deux candidats (et idéalement des deux) aux trois mesures suivantes : le droit des candidats non élus de continuer de s'exprimer à l'ORTF (devant son faible score, le seuil de 5 % des suffrages exprimés fut abandonné) ; la création d'un ministère des Droits de l'homme ; l'institution d'un référendum d'initiative populaire. Marcel Barbu s'engagea à rendre compte des démarches effectuées et à publier les réponses des deux candidats arrivés en tête avant le 18 décembre, veille du second tour, afin de faire connaître aux électeurs sa position et celle de l'ACGIS. Il était exclu d'appeler à voter blanc :
- « L'idée de voter blanc ne doit pas un instant effleurer notre esprit. La vie n'est pas neutre. Il faut choisir... et nous allons choisir³⁴. »
- 30 Après trois visites à l'Élysée où les membres de sa délégation furent à chaque fois éconduits, il était clair que l'ACGIS ne pourrait pas soutenir le général de Gaulle.
- 31 Le docteur Léon Hovnanian, ancien député radical ménéstien de 1956 à 1958 et proche de François Mitterrand, était aussi un sympathisant de l'ACGIS³⁵. Il organisa entre Marcel Barbu, Georges Dayan, le directeur de cabinet du candidat des gauches, et lui-même une rencontre au cours de laquelle un accord de principe fut trouvé. Puis François Mitterrand donna tout pouvoir à Léon Hovnanian pour conclure la

négociation avec l'ACGIS. Celui-ci se rendit le 16 décembre devant l'assemblée générale de l'association et y lut la lettre suivante sous les applaudissements des participants :

« Cher Monsieur Barbu,
je vous confirme que M. Mitterrand avec lequel j'ai eu un long entretien ce jour, m'autorise à vous faire part de son engagement personnel de promouvoir une réforme démocratique du statut de l'ORTF et de d'ores et déjà donner la parole sur les antennes de la Radio-Télévision aux hommes qui, en faisant acte de candidature à la Présidence de la République, ont fait la preuve qu'ils représentent un courant d'opinion.
En ce qui concerne le problème de la défense du citoyen face au poids inéluctable de la machine administrative dans la vie moderne, il est d'accord pour étudier les moyens pratiques à mettre en œuvre.
Je suis heureux que soit ainsi ouverte la voie à deux réformes qui ne peuvent que préciser les structures démocratiques de notre pays.
Très cordialement.
Docteur Hovnanian³⁶. »

- 32 Pas de déclaration publique de François Mitterrand que Marcel Barbu ne rencontra jamais en personne et oubliée la troisième proposition (le référendum d'initiative populaire) mais un succès néanmoins pour cette association de construction de logements populaires qui réussit à mettre ses réformes à l'agenda du candidat d'union des gauches.
- 33 Malgré leurs très grandes réserves sur son alliance avec les communistes, Marcel Barbu et l'ACGIS dirent finalement préférer la « pagaille des partis à l'ordre du général de Gaulle » et appelèrent à voter pour François Mitterrand au second tour³⁷. Ils le firent savoir dans une édition spéciale de *La Commune de Sannois* et au cours d'une conférence de presse donnée le 17 décembre à l'hôtel du Palais d'Orsay à Paris³⁸.

Illustration 1 : la consigne de vote telle qu'elle est donnée dans *La Commune de Sannois*

Source : numéro spécial élections présidentielles de *La Commune de Sannois*, décembre 1965.

- 34 Ces négociations provoquèrent les railleries d'une partie de la presse³⁹. Les démarches du candidat y étaient présentées comme motivées par la seule volonté qu'il avait, « visiblement ravi d'avoir pu utiliser le petit écran pour dialoguer avec ses concitoyens », de continuer d'utiliser cette tribune. Quoi qu'il en fût, Marcel Barbu et ses amis surent profiter de la publicité que leur avait conférée le premier tour pour influencer le programme d'un des candidats du second tour. Cela n'était pas un mince exploit pour une petite association non politique de 8 000 membres qui, après être parvenue à se glisser dans l'élection par un « tout petit trou », avait pu se faire entendre jusqu'à la veille du second tour.

- 35 Mais le 19 décembre, le général de Gaulle fut réélu avec 55,2 % des suffrages exprimés⁴⁰. Les mesures souhaitées par l'ACGIS et en partie validées par François Mitterrand ne verraient donc pas le jour.
- 36 Par la suite, Marcel Barbu se présenta aux élections législatives de 1967 dans le 7^e arrondissement de Paris, ce qui marqua la fin de ses aventures politiques⁴¹. Quant à son engagement associatif, il se poursuivit bien après, marqué cependant par des poursuites judiciaires liées à sa gestion des fonds associatifs⁴².

Larmes et « chien battu », ce qu'il est resté de la candidature Barbu

- 37 Bien qu'il n'eût rassemblé guère moins de suffrages que Pierre Marcilhacy⁴³ et qu'il soit loin d'être le candidat le plus malheureux de la V^e République⁴⁴, Marcel Barbu est devenu depuis lors l'archétype du « petit candidat ». C'est ainsi que tous les sept puis cinq ans, en période d'élection présidentielle, reviennent les images des allocutions télévisées de Marcel Barbu à la télévision lors de reportages sur les « candidats insolites », curiosités du passé, qu'on se plaît à exhumer l'espace d'un instant pour provoquer le sourire du téléspectateur⁴⁵. Marcel Barbu, ou plutôt l'archétype qu'il incarne, est invoqué dans divers contextes. Observons un échantillon des utilisations de cet archétype afin de mieux en comprendre la nature.
- 38 En 2002, Olivier Duhamel, politiste, juriste et alors député européen, publia dans *Le Monde* un article intitulé « L'implosion présidentielle », plaidoyer pour une refonte du système électoral français dans lequel il proposait notamment la fin de la stricte égalité de temps de parole entre les candidats. Il y expliquait que, si en 1965 les règles d'égalité entre les candidats avaient donné « à l'obscur Marcel Barbu les mêmes moyens qu'au "grand Charles", cela n'est plus aujourd'hui souhaitable au vu de la prolifération des chaînes de télévision et des candidats⁴⁶ ».
- 39 En 2007, un article du *Monde* intitulé « Ces "petits candidats" qui dynamitent les campagnes » exposa brièvement l'impact et l'histoire des « petits candidats ». Quel meilleur moyen pour commencer cet article que d'invoquer le premier d'entre tous ? Et d'expliquer que la première élection au suffrage universel avait ouvert « la porte aux aventures personnelles, aux vagabondages plus ou moins fantaisistes telle la candidature de Marcel Barbu⁴⁷ ».
- 40 Le 18 septembre 2012, à la commission des Lois de l'Assemblée nationale, ce fut Alain Tourret (radical de gauche) qui invoqua l'archétype Barbu pour défendre l'efficacité du système des parrainages depuis le passage à 500 signatures :
- « Bien sûr, il y a eu des candidats farfelus comme M. Barbu, M. Ducatel, voire M. Cheminade. En tout cas, je constate que la règle des 500 signatures a rempli son rôle et que les candidatures farfelues n'existent plus en réalité⁴⁸. »
- 41 En 2012 sur France Inter, Thomas Legrand, journaliste politique, invoqua Marcel Barbu lors d'un éditorial portant sur la candidature de Philippe Poutou, invité de l'émission :
- « Et pour autant, Philippe Poutou n'est pas du tout un candidat farfelu, un Coluche ou un Marcel Barbu. Sa parole est lourde des souffrances sociales du moment⁴⁹. »
- 42 En 2016, à la tribune de l'Assemblée nationale, le député et candidat à l'élection présidentielle de 2017 Jean Lassalle se plaignit de son manque de médiatisation :

« Je suis très pris par ma campagne présidentielle, vu que les grands médias détenus par le grand capital mortifère refusent de la couvrir. Je suis moins médiatisé que M. Barbu et M. Marcilhacy en 1965 – c'est dire⁵⁰ ! »

- 43 Comment analyser ces différents propos et que nous apprennent-ils sur cet archétype dont la postérité semble avoir remplacé l'homme lui-même ?
- 44 Tout d'abord, on note que la totalité de ces interventions ont eu lieu lors d'une période de campagne présidentielle. La renommée toute relative de Marcel Barbu est donc de nature cyclique ou conjoncturelle, elle ne se manifeste que lorsqu'il y a besoin de mobiliser l'image du « petit candidat ».
- 45 On peut aussi relever la connotation négative qui accompagne cet archétype pour tous les intervenants. Il représente une anomalie, une faille dans le système électoral qu'il convient de réparer. On oppose la candidature, « farfelue » ou « fantaisiste », de Marcel Barbu à d'autres candidats ou à d'autres époques pour mieux mettre en valeur ceux-ci et consolider leur légitimité. Ce procédé est d'autant plus commode qu'il ne risque pas d'être contraire aux orientations politiques de ceux qui l'emploient. En effet, Marcel Barbu était très soucieux de ne s'affilier à aucune mouvance ou parti politique comme en témoigne cette formule : « Je suis sphérique d'opinions car, comme une sphère, je n'ai pas de bord, pas de parti⁵¹. » Enfin, et c'est peut-être le plus significatif, lorsque cet archétype est évoqué, il n'est jamais fait mention des propositions du candidat. Il y a fort à parier que ces personnes ne savent rien de Marcel Barbu et de ses idées. On peut d'ailleurs noter qu'il est rarement cité seul, mais la plupart du temps en compagnie d'autres petits candidats dits « farfelus » de l'histoire de la V^e République. Ce n'est donc pas de la candidature effective de Marcel Barbu qu'il est au fond question mais de l'image de sa candidature construite rétrospectivement, de manière sélective, afin de coller le mieux possible à l'image du « petit candidat » par nature « farfelu ».
- 46 En résumé, l'archétype Barbu est invoqué en période électorale, où il tient lieu d'exemple négatif, sans forcément avoir besoin de connaître le candidat ou ses idées⁵². Cette présentation de l'archétype Barbu appelle à son tour d'autres questions : pourquoi et comment cette image s'est-elle construite ?
- 47 Lorsque l'on cherche « Marcel Barbu » sur le moteur de recherche Google, une des premières suggestions est « Marcel Barbu pleure⁵³ ». Cela fait référence à l'allocution télévisée du 1^{er} décembre 1965 où, dans son adresse au général de Gaulle, il avait laissé transparaître son émotion par quelques sanglots. Pourtant, cet épisode avait soulevé très peu de réactions sur le moment et n'avait été qu'à peine relayé par la presse⁵⁴. Pourquoi une telle postérité pour ces quelques sanglots vite étouffés ?
- 48 Ce qu'il reste aujourd'hui de la campagne de Marcel Barbu sur Internet, c'est avant tout les images de la campagne télévisée officielle de 1965, archivées par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et disponibles pour certaines sur YouTube⁵⁵. Elles sont sans conteste devenues la source principale d'information accessible aux curieux un peu pressés qui voudraient connaître le candidat. S'il est très difficile – voire tout bonnement impossible – de retrouver en ligne sa profession de foi, ses affiches, des articles de presse ou encore les numéros de *La Commune de Sannois*, ces vidéos sont au contraire facilement accessibles. Et l'on comprend mieux dès lors pourquoi, quand on évoque Marcel Barbu, ce sont toujours les mêmes images devenues clichés qui reviennent.

- 49 Parmi celles-ci, la formule de « candidat des chiens battus » est sans aucun doute la plus fréquente. Voici les mots que prononça le candidat à la télévision le mardi 23 novembre 1965 :

« Dans un ou deux journaux, il a été fait état de mon air de chien battu. Je vais essayer aujourd'hui dans la mesure du possible d'avoir un peu moins l'air d'un chien battu, mais je suis effectivement un chien battu, et battu depuis 58 ans. Et il y a des chiens battus en France en quantité astronomique ; c'est même sur eux que je compte pour peser de tout mon poids au cours de l'élection présidentielle. [...] Je n'oserais pas prendre ce titre-là parce que ça me semblerait un peu manquer de respect à nos institutions, mais pour un peu je dirais, je répondrais à la question qu'on m'a posée plus d'une fois : "Mais comment intitulez-vous votre candidature ? Vous représentez qui ? Vous représentez quoi ?" ; volontiers je dirais : "Je suis le candidat des chiens battus" parce que je crois que finalement cette histoire-là, et toute notre intervention, tient dans cette phrase-là⁵⁶. »

- 50 Ainsi dans l'émission « 2000 ans d'histoire » sur France Inter consacrée à l'élection de 1965, seule cette citation de Marcel Barbu fut diffusée⁵⁷. Il en fut de même lorsqu'il fallut présenter brièvement Marcel Barbu lors du journal télévisé de France 2 en 2007⁵⁸. Il est vrai que cette expression de « candidat des chiens battus » est particulièrement significative, illustrant à la fois la marginalité de ce candidat, son manque de « sérieux » et son attachement à des questions jugées marginales, loin de de « la grande politique ». Si Marcel Barbu ne fut pas avare de formules mémorables durant les quelques semaines que dura la campagne présidentielle, il est logique qu'une seule d'entre elles passât à la postérité car elle confortait sur le mode de l'évidence le caractère « farfelu » de celui qui finit en dernière position dans le scrutin, les vidéos de l'INA et les effets pervers des algorithmes des moteurs de recherche ne faisant que renforcer jusqu'à la caricature la difficulté d'accéder aux autres sources disponibles. Un des objectifs de cet article est donc de révéler d'autres sources, afin d'établir une vision de Marcel Barbu plus proche de la réalité.

- 51 Car, on l'aura compris, c'est à tort qu'il est rangé parmi les candidats « fantaisistes », aux côtés de Ferdinand Lop⁵⁹ ou de Coluche – qui d'ailleurs ne fut pas un candidat si fantaisiste que cela. Il n'avait absolument pas l'objectif de faire rire les électeurs et les électrices. Mais, homme sans appartenance partisane, sans conseillers en communication et sans grands moyens financiers, il ne put apparaître que comme un candidat secondaire qui n'avait pas sa place à la table des grands. Un « petit candidat ». Il n'en demeure pas moins qu'une différence essentielle exista dès la première élection présidentielle au suffrage universel entre « petit candidat », comme Marcel Barbu, et « candidat farfelu ». Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les dossiers de candidature rejetés par le Conseil constitutionnel à l'occasion de l'élection de 1965⁶⁰. Non seulement ces candidats n'étaient pas parvenus à recueillir le nombre de « présentations » requises, mais certains exigeaient d'échapper à cette règle pour des raisons à proprement parler farfelues, invoquant des « raisons familiales » ou réclamant un « geste en faveur de l'ancienne famille royale⁶¹ ». Salkazanov, « homme de l'Espace » et « ambassadeur des étoiles », souhaitait quant à lui placer les phénomènes cosmiques au cœur du débat public⁶².

- 52 Marcel Barbu n'était à l'évidence pas un candidat de la même eau. Rétrospectivement, sa volonté affichée d'améliorer le fonctionnement de la démocratie en France à travers diverses mesures dont le référendum d'initiative populaire ne pourrait-elle d'ailleurs pas en faire un précurseur des « Gilets jaunes » ?

NOTES

1. Depuis 1936, la radio était déjà utilisée à cette fin.
2. En 1976, le seuil est passé à 500, et on les appelle aujourd'hui « parrainages ».
3. Les sources principales utilisées pour cet article sont les suivantes : archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) (allocutions radio-télévisées), archives du Conseil constitutionnel (questions relatives aux parrainages et résultats électoraux), archives de la Commission nationale de contrôle (pour les « affaires » entourant les déclarations du candidat), archives des Renseignements généraux (revues de presse sur le candidat, surveillance de ses conférences de presse). Pour la presse ont été consultés principalement *Le Monde*, *Le Figaro*, *l'Humanité*, *Le Canard enchaîné* sur la période de la campagne électorale, mais également *La Commune de Sannois*, publication officielle de l'Association pour la construction et la gestion immobilière de Sannois (ACGIS) (BNF). Sans oublier la circulaire officielle du candidat.
4. Plusieurs biographies font état de sa naissance dans un bidonville de Nanterre. Marcel Barbu quant à lui disait avoir eu une enfance « misérable », et se qualifiait d'« ancien prolétaire ». Voir Pierre Carey, « Présidentielle de 1965 : Marcel Barbu, un "petit" candidat au poil », *Libération*, 22 avril 2017 ; voir biographie du musée de la Résistance en ligne, <http://museedelaresistanceenligne.org/media388-Marcel-Barbu> [consulté le 1^{er} décembre 2020] ; voir le travail de son biographe Michel Chaudy, <http://monpuzzle.e-monsite.com/medias/files/marcel-barbu-petite-biographie.pdf> [consulté le 10 juin 2021].
5. « Paul Deval préférant se consacrer entièrement à la ville dont il reste maire jusqu'en 1955 [Romans-sur-Isère], donne sa démission de député qui est enregistrée le 12 février 1946. Marcel Barbu, qui était en deuxième position sur sa liste, le remplace à l'Assemblée. », notice biographique « Paul Deval », site de l'Assemblée nationale, https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/%28num_dept%29/2469 [consulté le 27 janvier 2021].
6. Marcel Barbu, « Mes chères compagnons, mes chères compagnonnes », éditorial, *Le Lien*, juin-juillet 1946.
7. « Dans ces débuts de la croissance, un nombre de plus en plus important de Français deviennent des mal-logés. Dans l'hiver 1953-1954, une vague de froid fait des ravages dans les populations des sans-abris et des bidonvilles des banlieues, en février 1954 l'abbé Pierre lance ses appels en leur faveur, et interpelle les pouvoirs publics. » Cf. Gérard Monnier, « En attendant l'âge d'or : le logement des salariés en France dans les années 1950-1960 », dans *Habiter la modernité*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2006, p. 21.
8. « M. Marcel Barbu fait la grève de la faim », *Le Monde*, 25 décembre 1957.
9. Archives nationales (AN), Archives de la direction des Renseignements généraux (RG), 2000380/4, dossier n° 23289 : Marcel Barbu (microfiches), déclassifié par dérogation du 14 septembre 2017.
10. L'association comportait alors huit mille adhérents, d'après la deuxième allocution télévisée de Marcel Barbu (cf. *infra*).
11. Liliane Ernout, « Le candidat de la 25^e heure », *Le Monde*, 3 décembre 1965.
12. Notamment celles d'Achères et de Saint-Leu-La-Forêt.
13. « M. Marcel Barbu veut être candidat à la présidence de la République », *Le Monde*, 17 novembre 1965.
14. « M. Barbu se présente pour dénoncer un scandale », *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 18 novembre 1965.
15. *Journal officiel de la République française*, 6 novembre 1962.

16. Comme s'en souvient Marcel Mermoz, l'un de ses compagnons de Boimondau. Voir Marc Leray, *Institution et restitution d'une communauté: Boimondau et la mémoire reconstituante de ses fondateurs*, thèse de 3^e cycle en sociologie, sous la direction d'Henri Desroche, Paris 5, 1977.
17. Archives de la direction des RG, AN, 2000380/4, dossier n° 23289 : Marcel Barbu (microfiches). Note n° 5, 1^{er} décembre 1965, « La propagande électorale de M. Barbu », « Quelques amis personnels lui ont apporté leur appui. M. Barbu, qui n'a pas constitué de comité de soutien de sa candidature, a sollicité et obtenu, à Paris, en Seine-et-Oise, en Seine-Maritime et dans la Drôme, l'appui de quelques amis personnels. »
18. « Un père tranquille apparaît », *France-Soir*, 19 novembre 1965.
19. Avec une taille moyenne de 685 habitants, contre une moyenne nationale de 1 287 habitants par commune. Calcul réalisé à partir de la population de 1965 et du nombre de communes de 1968, d'après *Code officiel géographique*, INSEE, 1999, 13^e édition.
20. JT de la 1^{ère} chaîne de l'ORTF, 18 novembre 1965, notice INA CAF94038482.
21. Première allocution télévisée du 19 novembre 1965, notice INA PHF16038075.
22. Courrier de Roger Frey à Alexandre Parodi, 20 novembre 1965, AN, 930372/2.
23. Compte rendu dactylographié de la séance du 20 novembre 1965 de la Commission nationale de Contrôle, AN, 930372/2.
24. Denis Périer-Daville, « Pas de droit de réponse pour les personnes mises en cause au cours des émissions », *Le Figaro*, 24 novembre 1965.
25. Courrier de Cyrille Lecomte à Alexandre Parodi le 26 novembre 1965, AN, 930372/2.
26. Deuxième allocution télévisée du 23 novembre 1965, notice INA CAF94038484.
27. Pierre Pélissier, « M. Barbu "candidat des chiens battus" prend sa candidature au sérieux », *Le Figaro*, 24 novembre 1965.
28. Programme issu de la profession de foi officielle de Marcel Barbu, ces professions de foi étaient alors appelées « circulaires ».
29. Déclaration n° 65-5, PDR du 7 décembre 1965, Archives en ligne du Conseil constitutionnel.
30. Pourcentages des suffrages exprimés effectués à partir des résultats de la Déclaration n° 65-5, PDR du Conseil constitutionnel, et arrondis à la deuxième décimale.
31. Une cartographie des résultats électoraux est disponible sur le site du journaliste Laurent de Boissieu, www.france-politique.fr, <https://www.france-politique.fr/resultats-election-presidentielle-1965.htm> [consulté le 27 janvier 2021].
32. *La Commune de Sannois*, n° 29, décembre 1965.
33. *Ibid.*
34. Numéro spécial élections présidentielles de *La Commune de Sannois*, décembre 1965.
35. Maire de Saint-Gratien, commune voisine de Sannois dans laquelle l'ACGIS était fortement implantée, il avait notamment fait, avec le soutien de Marcel Barbu, une grève de la faim en 1962 pour protester contre le refus des permis de construire de l'administration dans sa commune, notamment pour des logements de l'ACGIS. Voir « Le maire de Saint-Gratien fait la grève de la faim », *Le Monde*, 24 décembre 1962. Il fut par la suite soutenu par l'ACGIS aux élections cantonales de 1967, où il sera élu conseiller général du Val-d'Oise.
36. Reproduit dans le numéro spécial élections présidentielles de *La Commune de Sannois*, décembre 1965.
37. « M. Barbu annonce que M. Mitterrand a répondu à ses questions », *Le Monde*, 20 décembre 1965.
38. Compte rendu de cette conférence de presse dans AN, Archives de la direction des RG, 2000380/4, dossier n° 23289 : Marcel Barbu (microfiches).
39. H. D., « Contre promesse de pouvoir passer à la TV, Barbu vote Mitterrand », *Le Figaro*, 18 décembre 1965. Pendant cette campagne, l'attitude des médias nationaux à l'égard de Marcel Barbu fut le plus souvent indifférente, et parfois moqueuse. *Le Monde* fait figure d'exception notable, avec une ligne éditoriale neutre, voire enthousiaste, comme en témoigne cette tribune

que le candidat avait particulièrement appréciée : Liliane Ernout, « le candidat de la 25^e heure », *Le Monde*, 3 décembre 1965.

40. Pourcentages des suffrages exprimés arrondis à la deuxième décimale, d'après la décision n°65-10 PDR du 28 décembre 1965 du Conseil constitutionnel proclamant les résultats de l'élection présidentielle, archives en ligne du Conseil constitutionnel.

41. Il y reçut 768 voix, soit 1,88 % des suffrages exprimés.

42. En 1980, il fut inculpé et placé sous contrôle judiciaire pour abus de biens sociaux, escroqueries, abus de confiance et infractions aux lois des 7 et 13 août 1967 régissant les sociétés civiles immobilières : « M. Marcel Barbu est poursuivi pour escroquerie », *Le Monde*, 20 octobre 1980.

43. Voir l'article de François Dubasque dans ce même dossier.

44. Cet honneur tout relatif revient à Guy Héraud, candidat fédéraliste, qui obtint 0,07 % des suffrages en 1974.

45. Par exemple, au JT de 13 heures, France 2, 9 avril 2007, notice INA 3324692001020.

46. Olivier Duhamel, « L'implosion présidentielle », *Le Monde*, 19 avril 2002.

47. Marine Turchi, « Ces petits candidats qui dynamitent les campagnes », *Le Monde*, 1^{er} mars 2012.

48. *Rapport d'information portant contribution de la commission des Lois au débat sur la rénovation de la vie publique*, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 9 octobre 2012.

49. Thomas Legrand, « Philippe Poutou, la lueur libertaire », « L'édito politique », France Inter, 12 avril 2012, notice INA 05194981.

50. Compte rendu intégral de la séance du vendredi 28 octobre 2016, Assemblée nationale, XIV^e législature.

51. Compte rendu de cette conférence de presse dans AN, Archives de la direction des RG, 2000380/4 dossier n° 23289 : Marcel Barbu (microfiches). Fiche 10 : 23.289. S'il n'était pas possible de décrire en détail les idées du candidat et sa trajectoire idéologique au sein de cet article, cela est disponible dans : Louis Bachaud, « Marcel Barbu : le combat d'un petit candidat à l'élection présidentielle de 1965 », Sciences Po Lyon, 2017, http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2017/bachaud_l/Bachaud_l.pdf [consulté le 11 juin 2021].

52. Il convient également de relativiser la fréquence du phénomène décrit : celui-ci est restreint aux cercles politique et médiatique, et Marcel Barbu demeure inconnu du grand public.

53. www.google.com [consulté le 15 juin 2021]. Ce résultat a été observé de manière constante sur plusieurs années, avec désactivation des suggestions personnalisées (sans quoi les suggestions du moteur de recherche sont adaptées au profil et à l'historique de chacun).

54. Citons comme exception l'article de *L'Aurore* du 2 décembre 1965 : « Quoi de neuf hier sur le petit écran et les ondes électorales ? On a vu pleurer Barbu ».

55. https://www.youtube.com/results?search_query=marcel+barbu, on retrouve ici ses allocutions télévisées des 23 et 29 novembre ainsi que des 1^{er} et 3 décembre 1965 [consulté le 30 novembre 2020].

56. Deuxième allocution télévisée du 23 novembre 1965, notice INA CAF94038484.

57. « Émissions spéciales présidentielles : l'élection de 1965 », *2000 ans d'histoire*, France Inter, 30 mars 2007, notice INA 03064994.

58. JT de 13 heures, France 2, 9 avril 2007, notice INA 3324692001020.

59. Journaliste, écrivain, qui tenta de se présenter aux élections présidentielles de 1958 et de 1974 avec un programme humoristique, ainsi qu'à d'autres scrutins sous la IV^e et sous la V^e Républiques.

60. AN, 19910411/43.

61. Ce fut la requête d'Édouard d'Allut, candidat royaliste se prétendant « prince héritier du trône de France ». AN, 19910411/43.

62. Son prénom n'est pas mentionné dans ses candidatures. Il fit également acte de candidature aux élections présidentielles de 1974, voir « Les "candidats à la candidature" sont maintenant vingt-deux », *Le Monde*, 11 avril 1974.

RÉSUMÉS

La révision constitutionnelle de 1962 instaura l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Afin de limiter les candidatures fantaisistes, un candidat devait réunir cent « lettres de présentation » signées par des élus pour pouvoir se présenter. Seulement six candidats furent donc retenus pour l'élection présidentielle de 1965, mais parmi ceux-ci, tous n'étaient pas représentants des grands partis ni même élus. Un inconnu avait réussi à réunir les parrainages : Marcel Barbu. Parti pour dénoncer les agissements des autorités contre son association de construction de logement, il finit par se présenter comme le « candidat des chiens battus », et par demander au pouvoir des mesures de démocratisation de la vie publique et de protection des plus vulnérables. Cet article présente sa biographie, les étapes de sa campagne, puis examine le passage du candidat à la postérité. En effet, celui qui n'avait réuni que 1,15 % des suffrages en 1965 fait depuis figure d'archétype du « petit candidat » que l'on exhume en période d'élection présidentielle.

The 1962 French constitutional reform established direct universal suffrage as the means of electing the President of the Republic. To prevent non-serious or novelty candidates from running, a threshold was set: each candidate was required to obtain a hundred endorsements by elected officials to be able to run for office. As a result, only six candidates ran in the 1965 presidential election. However, these were not all officeholders or representatives of major political parties: Marcel Barbu, a previously unknown man, managed to acquire the necessary endorsements. Although Barbu initially decided to run to contest the fact that public authorities had blocked his housing construction projects, he ended up claiming to be 'the candidate of the downtrodden' and demanding greater protection for the most vulnerable, as well as larger democratic reforms. This article presents Barbu's biography and the stages of his campaign and ultimately examines his legacy as a candidate. Indeed, Marcel Barbu, who only received 1.15% of the vote in 1965, is now seen as an archetype of the 'minor candidate,' one which regularly surfaces during presidential elections to this day.

INDEX

Keywords : Barbu (Marcel), unaffiliated candidate, citizens' initiative, Boimondau community, candidate of the downtrodden

Mots-clés : Barbu (Marcel), candidat sans étiquette, référendum d'initiative populaire, référendum d'initiative citoyenne, communauté Boimondau, candidat des chiens battus

AUTEUR

LOUIS BACHAUD

Professeur agrégé d'anglais, Louis Bachaud prépare une thèse de doctorat en études américaines, en cotutelle avec les universités de Lille et du Kent. Cet article reprend les travaux de son mémoire de master réalisé à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon et disponible sur le site internet de la bibliothèque de l'IEP (https://web.archive.org/web/20210615132301/http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2017/bachaud_l/Bachaud_l.pdf, page archivée le 15 juin 2021).